



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 1659 DU 17 JUIL. 2025

portant modification de l'autorisation d'exploiter une installation d'impression d'emballages souples par la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING sur le territoire de la commune de Dijon.

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

VU la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

VU la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020 (publiée au JOUE du 9 décembre 2020) établissant les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles, pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45, et R. 515-58 à 84 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 portant autorisation d'exploiter une installation de traitement de surface à l'aide de solvants organiques sur le territoire de la commune de Dijon à la société ALCAN Packaging Flexible Europe ;

VU la déclaration de changement de raison sociale du 28 avril 2010 formulée par courrier par l'exploitant ;

VU le récépissé de déclaration de changement de dénomination sociale au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement du 28/05/2010 ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°745 du 20 mai 2021 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 susvisé ;

VU le dossier de réexamen, ainsi que le rapport de base, remis par l'exploitant le 18 janvier 2022 ;

VU la demande de compléments formulée par l'inspection des installations classées le 10 juillet 2023 ;

VU le rapport du 14 janvier 2025 faisant suite à l'inspection du 26 novembre 2024 ;

VU le rapport du 5 juin 2025 et les propositions de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 27 juin 2025 à la connaissance de l'exploitant ;

VU la lettre de l'exploitant du 11 juillet 2025 émettant une observation sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'article R.515-58 du code de l'environnement dispose que : « Sans préjudice des dispositions de la section 1 du chapitre II du présent titre, notamment du dernier alinéa de l'article L.181-1, les dispositions de la présente section sont applicables aux installations relevant des rubriques 3000 à 3999 dans la colonne A du tableau annexé à l'article R.511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi qu'aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le même site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution » ;

CONSIDÉRANT que les installations exploitées par la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3670-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'article R.515-70 du code de l'environnement dispose que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R.515-58, sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L.512-5, et qu'elles sont, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 ;

CONSIDÉRANT que les meilleures techniques disponibles et les niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles figurant dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022 susvisé sont directement applicables à l'exploitant à compter du 9 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient toutefois de revoir et de mettre à jour les valeurs limites des rejets atmosphériques du site par voie d'arrêté préfectoral suite à l'évolution de la réglementation applicable, et tout particulièrement suite à la publication des conclusions MTD relatives au secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques ;

CONSIDÉRANT que le chapitre 3.11.1.1 de l'annexe à l'arrêté du 3 février 2022 dispose que, en lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué, dans son dossier de réexamen, choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels ;

CONSIDÉRANT que la liste des installations relevant de la nomenclature des ICPE doit être actualisée au vu des modifications intervenues sur le site et constatées notamment lors de la visite d'inspection du 26 novembre 2024 et analysés dans le rapport d'instruction susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'article R.515-60 dispose que l'arrêté d'autorisation fixe au minimum :

- « e) Des prescriptions garantissant la protection du sol et des eaux souterraines, concernant notamment les moyens nécessaires à l'entretien et à la surveillance périodique des mesures prises afin de garantir cette protection ;
- f) S'agissant des substances ou mélanges visés au 3° du I de l'article R. 515-59, des prescriptions concernant la surveillance périodique du sol et des eaux souterraines définissant notamment la fréquence de cette surveillance. Cette dernière est d'au moins une fois tous les cinq ans pour les eaux souterraines et d'au moins une fois tous les dix ans pour le sol, à moins que cette surveillance ne soit fondée sur une évaluation systématique du risque de pollution ;
- g) Les mesures relatives aux conditions d'exploitation lors de l'arrêt définitif de l'installation et l'état dans lequel doit être remis le site lors de cet arrêt définitif dans le respect des articles L.512-6-1 et L 515-30 » ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant, suite à la consultation sur le projet d'arrêté préfectoral, a indiqué dans son courrier du 11 juillet 2025 que la puissance des chaudières (rubrique 2910) doit être modifiée pour passer de 9 761,8 kW à 10 000 kW sur la base du détail présenté en annexe à son courrier ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées n'a pas d'observation sur cette demande qui est considérée comme recevable ;

CONSIDÉRANT que la modification est ainsi introduite dans le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du CODERST (prévues à l'article R.181-45 du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

CONSIDÉRANT que les conditions rendant obligatoire une consultation du public et des communes (prévues à l'article L.515-29-I du Code de l'Environnement) ne sont pas remplies, et que dès lors une telle consultation n'a pas été menée ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING, qui est autorisée à exploiter une installation d'impression d'emballages souples sur le territoire de la commune de Dijon est tenue de respecter, suite au réexamen de ses conditions d'exploitation suite à la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques, les dispositions figurant dans les articles suivants.

ARTICLE 2 – LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2021 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le classement administratif du site est le suivant :

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3670-2	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1.	Atelier d'impression par Héliogravure (3 imprimeuses : 33i, 36i, 34i et 1 laqueuse 17L)	1400 t/an	A
2450-A	Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j	Atelier d'impression par Héliogravure (3 imprimeuses : 33i, 36i, 34i et 1 laqueuse 17L)	15 t/j	A

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
4331-2	<p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t</p>	<p>4 cuves enterrées en zone de dépotage :</p> <ul style="list-style-type: none"> cuve n°4 : 20 m³ cuve n°6 : 40 m³ cuve n°7 : 40 m³ cuve n°8 : 15 m³ <p>5 cuves aériennes en zone de dépotage :</p> <ul style="list-style-type: none"> cuve n°1 : 8 m³ cuve n°2 : 8 m³ cuve n°3 : 8 m³ cuve n°4 : 8 m³ cuve n°5 : 8 m³ <p>2 cuves aériennes en zone distillateur :</p> <ul style="list-style-type: none"> solvant sale : 3 m³ solvant propre : 3 m³ <p>Préparation des encres : 92 m³</p> <p>En cours de production : 1 m³</p> <p>Distillateur : 2 m³</p> <p>3 Imprimeuses</p> <p>1 laqueuse</p> <p>2 machines à laver</p> <p>Système de distribution</p> <p>Dosing</p> <p>Fûts / Conteneurs</p>	380 t	E
2565	<p>Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique...) de surfaces métalliques par voie électrolytique ou chimique.</p> <p>2 – Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant :</p> <p>a) supérieur à 1500 litres</p>	<p>Cuivrage (2 cuves de 1000L, 1 cuves de 1200L)</p> <p>Chromage (1 cuve de 1300L et 2 cuves de 1200L)</p> <p>1 cuve de préparation de 1000L</p>	18 000 L	E

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1510-2	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	Entrepôt couvert (Stockage des matières premières, des produits semi-finis et des cylindres d'impression) 715 tonnes de matières premières combustibles dans les magasins et stockages 538 tonnes de produits semi finis dans 1 cellule de stockage de produits finis	26 000 m ³	DC
2560	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1000 kW	Centre Graphique : 113kW Atelier entretien : 35kW	148 kW	DC
2910-A	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du	Chaudière des bâtiments 2 200 kW Chaudières Procédés 3 485 kW Oxydeur thermique récupérateur équipé de 2 brûleurs de 1750 kW, soit une puissance totale de 3 500 kW Installations de radians 582,8 kW	10 MW	DC

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Installations d'aérothermes 232 kW		
1978-3a	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) : 3. a) Autres unités d'héliogravures, flexographie, impression sérigraphique en rotative, contrecollage ou vernissage, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an	Atelier d'impression par Héliogravure (3 imprimeuses : 33i, 36i, 34i et 1 laqueuse 17L	4 000 t/an	D
2915-2	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l.	Atelier impression : 3 chaudières thermofluides et plusieurs installations électriques thermofluides Distillateurs (1 chaudière thermofluide)	7 942 L	D
4120-2	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :		5,1 t	D

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
	b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t			

(*) A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670.2 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques (document BREF « STS »).

ARTICLE 3 - MODIFICATION DES PRESCRIPTIONS CONCERNANT LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les dispositions concernant les caractéristiques des conduits, et les valeurs limites d'émission sont modifiées selon les dispositions ci-dessous :

I. L'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 19/10/2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

Chaudières des bâtiments

N° de conduit	Bâtiments	Energie	Puissance (kW)
1	Bâtiment administratif et vestiaire	GAZ NATUREL	400
2	Atelier centre graphique	GAZ NATUREL	390
3+4	Chaudière usine « Cheramy »	GAZ NATUREL	1450
TOTAL chaudières bâtiments			2 200

Chaudières procédés

N° de conduit	Bâtiments	Energie	Puissance (kW)
8	Imprimeuse I 34	GAZ NATUREL	1 163
9	Imprimeuse I 36 et laqueuse 17 L	GAZ NATUREL	1 160
12	Imprimeuse I 33	GAZ NATUREL	1 162
TOTAL chaudières procédés			3 485

Oxydateur

N° de conduit	Installations	Installations reliées à l'oxydateur thermique
14	Oxydeur SIRI	Imprimeuses 17 L, 33 I, 34 I, 36 I et machines à laver

Bains de traitement

N° de conduit	Extraction
15	15.1 extraction cuves de soude 15.2 extraction cuves de cuivrage 15.3 extraction cuves de chromage 15.4 extraction cuves de cuivrage

II. L'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 19/10/2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	7,25	0,55	320	2,7
Conduit N° 2	6,61	0,3	320	4,9
Conduit N° 3+4	27	1,17	1100	3,8
Conduit N° 8	13	0,4	1850	3,7
Conduit N° 9	13	0,4	3160	9,5
Conduit N° 12	19	0,4	940	3,7
Conduit N° 14	18,25	1,7	Max 70000	13,1
Conduit N° 15-1	10	0,35	1420	5
Conduit N° 15-2	10	0,35	900	5
Conduit N° 15-3	10	0,35	1320	5
Conduit N° 15-4	10	0,35	1390	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

III. L'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 19/10/2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm³	Conduits n° 1 à 12	Conduits n° 14	Conduit n° 15-1 à 15-4
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	3 %	-	-
Poussières	5	-	
SO ₂	35	-	
NO _x en équivalent NO ₂	150	100	
CO	100	100	
COVT	-	20	
Acidité totale exprimée en H			0.5
HF exprimé en F			2
Cr total			1
Cr VI			0.1
Alcalins, exprimés en OH			10
Métaux			10

Tout usage de COV à mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les composés halogénés présentant à mention de danger H350 est interdit sur le site.

L'exploitant, en matière d'usage et de gestion des COV, reste soumis à l'arrêté ministériel intégré du 2 février 1998.

Il cherchera, d'une part, à réduire à la source l'utilisation de solvants et, d'autre part, à limiter le plus possible les émissions canalisées et diffuses.

La démonstration de cette recherche sera apportée chaque année et jointe au Plan de Gestion des Solvants (PGS).

Le rejet en COVT y compris les émissions diffuses ne dépasse pas 150 tonnes par an.

Les émissions diffuses annuelles de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants sont inférieures ou égales à 12 % de la quantité de solvants organiques utilisés.

ARTICLE 4 - CESSATION D'ACTIVITÉ / REMISE EN ÉTAT

L'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 susvisé est complété par les dispositions suivantes :

« En outre, les dispositions spécifiques du Code de l'Environnement en matière de mise à l'arrêt définitif des établissements relevant de la directive IED (art. R. 515-75) sont applicables à l'établissement, y compris si l'arrêt ne libère pas du terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage. »

ARTICLE 5 - SURVEILLANCE DU SOL ET DES EAUX SOUTERRAINES

Après l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2009 susvisé, il est inséré l'article 9.2.5 suivant :

« Article 9.2.5 : Surveillance du sol et des eaux souterraines

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...)

Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée au moins tous les dix ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.

Une surveillance périodique de la qualité des eaux souterraines est effectuée au moins tous les cinq ans et porte au minimum sur les substances identifiées dans le rapport de base.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. La surveillance du sol et des eaux souterraines est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

À l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux analyses précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. »

ARTICLE 6 – NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société AMCOR FLEXIBLES PACKAGING, dont le siège social est situé 24, rue de la Stéarinerie à Dijon.

ARTICLE 7 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon:

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 8 – EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté, le maire de Dijon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation

La secrétaire générale adjointe
de la préfecture de Côte d'Or

Magalie MALERBA

